

**Septième Conférence des États parties  
chargée de l'examen de la Convention  
sur l'interdiction de la mise au point,  
de la fabrication et du stockage des  
armes bactériologiques (biologiques)  
ou à toxines et sur leur destruction**

12 décembre 2011

Français

Original: anglais

Genève, 5-22 décembre 2011

**Compte rendu analytique partiel\* de la première séance**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le lundi 5 décembre 2011, à 10 heures

*Président provisoire:* M. Sareva (Directeur du Service de Genève du Bureau des affaires  
de désarmement)

*Président:* M. van den IJssel .....(Pays-Bas)

**Sommaire**

Ouverture de la Conférence

Élection du Président

Adoption de l'ordre du jour

Présentation du rapport final du Comité préparatoire

Adoption du Règlement intérieur

Demandes de participation aux travaux de la Conférence

Élection des Vice-Présidents de la Conférence et des Présidents et Vice-Présidents du  
Comité plénier, du Comité de rédaction et de la Commission de vérification des pouvoirs

Pouvoirs des représentants à la Conférence

*a) Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs*

Confirmation de la désignation du Secrétaire général de la Conférence

Programme de travail

\* Conformément à l'article 42 du Règlement intérieur de la Conférence, il n'y pas été établi  
de compte rendu analytique pour la partie de la séance consacrée à l'examen du point 10 a)  
de l'ordre du jour, intitulé «Débat général».

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées  
dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient  
de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe  
d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans  
un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

Remarques du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la septième  
Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes  
biologiques

Rôle des scientifiques dans l'appui à la mise en œuvre de la Convention

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

### **Ouverture de la Conférence**

1. **Le Président temporaire** déclare ouverte la septième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction. La Convention a pour objectif d'exclure totalement la possibilité de voir des maladies être utilisées en tant qu'armes; la Convention elle-même est l'un des piliers de la lutte concertée contre les armes de destruction massive. Le but de la Conférence d'examen est d'analyser le fonctionnement de la Convention et de déterminer le meilleur moyen d'en préserver et renforcer l'efficacité.

### **Élection du Président**

2. **Le Président temporaire** dit que lorsque le Comité préparatoire s'est réuni en avril 2011, il a décidé de recommander à la septième Conférence d'examen de confier la présidence à l'Ambassadeur des Pays-Bas, M. Paul van den IJssel.

3. *M. van den IJssel (Pays-Bas) est élu Président par acclamation.*

4. **Le Président** remercie les États parties pour leur soutien et la confiance qu'ils lui témoignent ainsi, et les assure que les discussions se tiendront dans la transparence et dans un esprit d'ouverture, et que tous les avis seront entendus afin que la Conférence d'examen puisse produire un document ambitieux et réaliste emportant l'adhésion de tous.

### **Adoption de l'ordre du jour (BWC/CONF.VII/1)**

5. **Le Président** dit qu'il croit comprendre que les États parties souhaitent adopter l'ordre du jour provisoire (BWC/CONF.VII/1), tel que recommandé par le Comité préparatoire, comme ordre du jour de la septième Conférence d'examen.

6. *L'ordre du jour est adopté.*

### **Présentation du rapport final du Comité préparatoire (BWC/CONF.VII/PC/2)**

7. **Le Président**, s'exprimant en sa qualité de Président du Comité préparatoire, présente le rapport du Comité (BWC/CONF.VII/PC/2). Il se félicite que toutes les décisions et recommandations du Comité aient été adoptées par consensus, grâce à l'esprit de coopération et à la bonne volonté manifestes des participants. Il remercie toutes les délégations qui ont participé au Comité et, tout particulièrement, les Vice-Présidents et les coordonnateurs des groupes régionaux, ainsi que le secrétariat pour son concours dans la préparation des différents documents de fond, et les États parties d'avoir soumis des renseignements.

8. S'exprimant en sa qualité de Président de la Conférence, le Président invite la Conférence à prendre note, avec satisfaction, du rapport du Comité préparatoire.

9. *Il en est ainsi décidé.*

### **Adoption du Règlement intérieur (BWC/CONF.VII/PC/2, annexe II)**

10. **Le Président** invite la Conférence à se pencher sur le projet de règlement intérieur recommandé par le Comité préparatoire (BWC/CONF.VII/PC/2, annexe II), et appelle l'attention sur les paragraphes 21 à 23 du rapport du Comité, où sont recommandés certains ajustements à apporter aux articles 5 et 8 et au paragraphe 2 de l'article 43. En ce qui concerne l'article 5, le Comité a recommandé que la Conférence d'examen élise un président et deux vice-présidents pour le Comité de rédaction. Pour ce qui est de l'article 8,

le Comité a recommandé que le Bureau de la Conférence comprenne le Président et les 20 Vice-Présidents de la Conférence, le Président et les Vice-Présidents du Comité plénier, du Comité de rédaction et de la Commission de vérification des pouvoirs, les trois coordonnateurs de groupe régional et les trois dépositaires. S'agissant du paragraphe 2 de l'article 43, le Comité a recommandé de permettre aux comités et commissions de tenir certaines séances en public.

11. *Le Règlement intérieur, tel qu'amendé, est adopté.*

#### **Demandes de participation aux travaux de la Conférence**

12. **Le Président** dit que deux États non parties à la Convention, Israël et le Cameroun, ont demandé à bénéficier du statut d'observateur, conformément au paragraphe 2 de l'article 44 du Règlement intérieur.

13. **M. Daryaei** (République islamique d'Iran) dit que la position de principe de sa délégation eu égard à la participation d'États non parties à la Convention est qu'une telle participation a été décidée par consensus dans l'optique qu'elle contribue à l'universalité de la Convention. Toutefois, si les États en question ne prennent pas de mesures spécifiques en vue d'adhérer à la Convention, la question de leur accession doit être réglée. En outre, le fait de se joindre au consensus sur cette question ne doit pas être interprété comme une reconnaissance de l'État d'Israël.

14. **Le Président** dit qu'en l'absence d'objection, il considérera que la Conférence accède aux demandes d'Israël et du Cameroun.

15. *Il en est ainsi décidé.*

16. **Le Président** ajoute qu'un certain nombre d'institutions spécialisées et d'organisations intergouvernementales régionales, dont les noms suivent, ont également demandé à bénéficier du statut d'observateur, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement intérieur: Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation mondiale de la santé animale (OIE), Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Union africaine et Union européenne. En l'absence d'objection, le Président considère que la Conférence accède à ces demandes.

17. *Il en est ainsi décidé.*

#### **Élection des Vice-Présidents de la Conférence et des Présidents et Vice-Présidents du Comité plénier, du Comité de rédaction et de la Commission de vérification des pouvoirs**

18. **Le Président** rappelle qu'en application de l'article 5 du Règlement intérieur et des paragraphes 16 et 21 du rapport du Comité préparatoire, la Conférence a dû élire 20 vice-présidents, dont 10 membres du Groupe des États non alignés et autres États, 6 membres du Groupe occidental et 4 membres du Groupe des États d'Europe orientale.

19. À l'issue de consultations dans les différents groupes régionaux, les candidats suivants ont été proposés:

- Groupe des États non alignés et autres États: Afrique du Sud, Algérie, Brésil, Chine, Cuba, Iran (République islamique d'), Iraq, Maroc, Nigéria et Philippines;
- Groupe occidental: Allemagne, Argentine, Belgique, Canada, Italie et Japon;
- Groupe des États d'Europe orientale: Pologne, République tchèque, Roumanie et Slovaquie.

20. *Les États parties cités sont élus Vice-Présidents par acclamation.*
21. **Le Président** dit que, après consultations, M. Desra Percaya (Indonésie) a été désigné pour présider le Comité plénier, avec comme Vice-Présidents M. Éric Danon (France) et M. Gancho Ganev (Bulgarie). M<sup>me</sup> Judit Körömi (Hongrie) a été désignée pour présider le Comité de rédaction, avec comme Vice-Présidents M. John Walker (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et M<sup>me</sup> Tamara Kunanayakam (Sri Lanka). M. Mário Miranda Duarte (Portugal) a été désigné pour présider la Commission de vérification des pouvoirs, avec comme Vice-Président M. Vipul (Inde).
22. *M. Percaya (Indonésie) et MM. Danon (France) et Ganev (Bulgarie) sont élus, par acclamation, respectivement Président et Vice-Présidents du Comité plénier.*
23. *M<sup>me</sup> Körömi (Hongrie) et M. Walker (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord) et M<sup>me</sup> Kunanayakam (Sri Lanka) sont élus, par acclamation, respectivement Présidente et Vice-Présidents du Comité de rédaction.*
24. *M. Miranda Duarte (Portugal) et M. Vipul (Inde) sont élus, par acclamation, respectivement Président et Vice-Président de la Commission de vérification des pouvoirs.*

### **Pouvoirs des représentants à la Conférence**

#### **a) Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs**

25. **Le Président** dit qu'en vertu de l'article 3 du Règlement intérieur, la Conférence doit aussi désigner cinq nouveaux membres de la Commission de vérification des pouvoirs. Après consultation des délégations, il propose de nommer les représentants de l'Irlande, de l'Italie, de la Serbie et de deux autres États parties, membres du Groupe des États non alignés et autres États.
26. **M. Romero Puentes** (Cuba) dit que le Groupe des États non alignés et autres États n'a pas encore désigné d'États parties pour ces deux fonctions à pourvoir.
27. **Le Président** dit que les membres manquants seront élus dès que le Groupe des États non alignés et autres États sera en mesure de proposer de nouvelles candidatures. En l'absence d'objection, le Président considérera que la Conférence d'examen accepte la désignation des États parties cités.
28. Il en est ainsi décidé.

### **Confirmation de la désignation du Secrétaire général de la Conférence**

29. **Le Président** dit qu'en application du paragraphe 28 du rapport du Comité préparatoire, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a désigné à titre provisoire M. Richard Lennane, Chef de l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les armes biologiques, comme Secrétaire général de la Conférence.
30. En l'absence d'objection, le Président considérera que la Conférence veut confirmer M. Lennane comme Secrétaire général de la Conférence.
31. *Il en est ainsi décidé.*

### **Programme de travail (BWC/CONF.VII/2)**

32. **Le Président** appelle l'attention sur le programme de travail provisoire publié sous la cote BWC/CONF.VII/2, soulignant qu'il a été établi à titre indicatif, en faisant appel à une certaine souplesse de la part des délégations, de façon à gérer les travaux de la Conférence de la manière la plus efficace. Il dit qu'en l'absence d'objection, il considérera que le programme de travail indicatif est adopté.

33. *Il en est ainsi décidé.*

34. **M. Daryaei** (République islamique d'Iran), saluant les efforts du Président pour consulter les délégations sur le programme de travail, dit qu'il est important de tenir les consultations voulues avec les États parties au sujet de la répartition des points à traiter entre la plénière et le Comité plénier et de tout changement éventuel à cet égard.

35. **Le Président** dit qu'il va s'efforcer de travailler dans la plus grande transparence possible, en concertation avec le Président du Comité plénier, et qu'il tiendra les délégations informées de la répartition des questions et points de l'ordre du jour entre les différents comités ou commissions.

**Remarques du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies  
à la septième Conférence des États parties chargée de l'examen  
de la Convention sur les armes biologiques**

36. **Le Secrétaire général**, intervenant devant la Conférence par liaison vidéo, dit que la Convention sur les armes biologiques est une composante essentielle du cadre du désarmement général et de la non-prolifération. Au cours des cinq années écoulées, les États parties ont élaboré des interprétations communes visant à faciliter la mise en œuvre de cet instrument capital et ont également mis sur pied un réseau dynamique de groupes et de particuliers intéressés, toutes initiatives qui ont servi le but commun de la gestion des risques biologiques et ont aidé à garantir que le développement de la science et de la technique biologiques se ferait en toute sûreté et sécurité, et serait porteur de retombées et non pas de dangers.

37. La Conférence d'examen offre l'occasion d'aller de l'avant sur la base de ces acquis. Les participants peuvent s'interroger sur les nouveaux progrès enregistrés dans les sciences de la vie et les technologies afin de pouvoir réagir de façon concertée aux risques naissants. Ils peuvent aussi apporter un éclairage nouveau sur les moyens de faire en sorte que les dispositions de la Convention relatives à la non-prolifération sont appliquées à travers une action concertée appropriée et continue visant à garantir que tous les pays adhèrent à la Convention. Enfin, ils peuvent relancer la coopération sur les utilisations pacifiques des sciences et techniques biologiques, qui concourt directement à l'objectif de la Convention consistant à éviter le cauchemar que représente une guerre biologique. Le Secrétaire général engage tous les participants à n'épargner aucun effort dans une entreprise aussi capitale, et leur souhaite que la Conférence soit fructueuse et productive.

**Rôle des scientifiques dans l'appui à l'application de la Convention**

38. **Le Président** dit que pour prendre connaissance des points de vue émanant de l'univers plus vaste des sciences et techniques biologiques, et afin de rappeler à la Conférence le rôle important que joue la communauté scientifique dans l'appui aux buts et objectifs de la Convention, deux oratrices ont été invitées à intervenir devant la Conférence. M<sup>me</sup> Indira Nath, chercheuse spécialisée en immunologie des maladies infectieuses et membre éminente du Conseil interacadémique, est la première à prendre la parole.

39. **M<sup>me</sup> Nath** dit que la Convention, incarnation juridique d'une norme internationale énergique contre l'utilisation de la maladie comme arme, revêt une grande signification pour elle, personnellement, en tant que chercheuse ayant voué sa carrière à l'étude des moyens de soigner les maladies infectieuses. Ses travaux sur l'immunologie de la lèpre et de la tuberculose illustrent les possibilités gigantesques de la science. Les études qu'elle a menées ont montré que le système immunitaire offre une protection puissante contre nombre de maladies et d'organismes infectieux, et qu'il peut être véritablement stimulé par les vaccins. Elles ont également révélé que les défenses de l'organisme humain peuvent être bouleversées par des agents naturels tels que le VIH, mais aussi les médicaments, les

composants chimiques et d'autres facteurs environnementaux. Il est donc possible de mettre délibérément en péril la santé et la survie de l'homme en interférant avec son système immunitaire.

40. La croissance économique que connaît l'Inde, patrie de l'oratrice, a été alimentée en grande partie par le développement des sciences et des techniques, en particulier dans l'industrie pharmaceutique indienne, présente sur la scène internationale et grand pourvoyeur de l'emploi dans le pays. En 2003, le Gouvernement indien a institué un partenariat trilatéral avec le Brésil et l'Afrique du Sud, connu sous le sigle IBSA. Cette alliance a promu un certain nombre d'activités, notamment l'initiative de l'IBSA en faveur des nanotechnologies, forme de partenariat entre les Ministères de la science et des techniques des trois pays en jeu, dans le cadre duquel ont été menés des projets reposant sur les nanotechnologies dans des domaines tels que les matériaux de pointe, l'énergie, la santé ou encore l'eau.

41. La communauté scientifique contribue à la recherche de la combinaison idéale de mesures – allant des critères formels, juridiques aux normes qui régissent la conduite de travaux de recherche – propre à réduire les risques et les utilisations abusives tout en favorisant la poursuite des progrès scientifiques et la diffusion des moyens scientifiques et techniques dans le monde entier.

42. En associant la communauté scientifique au renforcement de la Convention sur les armes biologiques, les États parties s'offrent la possibilité de mettre à profit la culture de responsabilité de la communauté scientifique. La sûreté biologique – la responsabilité de protéger la santé des travailleurs, de la communauté au sens large et de l'environnement – est une composante importante de cette culture de responsabilité. D'importantes mesures ont été prises pour améliorer la sûreté biologique dans le monde et en faire une pierre angulaire du renforcement de la sécurité.

43. La science ne fonctionne pas en vase clos, et les dimensions éthiques du comportement scientifique, y compris les valeurs universelles telles que l'honnêteté et l'ouverture d'esprit, sont depuis longtemps reconnues. Dans l'édition la plus récente de l'ouvrage *On Being a Scientist*, présentation par l'Académie nationale des sciences des États-Unis d'Amérique du comportement responsable dans la recherche, il est indiqué que les normes de la science s'étendent au-delà des responsabilités qui sont propres à la communauté scientifique, et que les chercheurs se doivent de réfléchir à la façon dont leurs travaux pourraient être utilisés par la société au sens large. Ces responsabilités sont reconnues au plan international, au sein d'instances telles que la deuxième Conférence mondiale sur l'intégrité dans la recherche, qui s'est tenue en 2010.

44. Un nouveau projet sur la responsabilité scientifique et l'intégrité dans la recherche est mis en train par le Conseil interacadémique et le Groupe interacadémies sur les questions internationales. Le Groupe interacadémies, réseau mondial regroupant plus de 100 académies des sciences du monde entier, aide les académies constitutives à se concerter en vue d'informer les citoyens et les pouvoirs publics des dimensions scientifiques des problèmes mondiaux majeurs. Le Conseil interacadémique, quant à lui, établit des rapports sur les questions scientifiques, techniques et médicales en rapport avec les problèmes planétaires qui se posent actuellement, en vue d'informer et de conseiller les autorités nationales et les organisations internationales. Lors de la première phase de ce nouveau projet, le Conseil interacadémique et le Groupe interacadémies élaboreront un bref rapport d'orientation sur l'intégrité dans la recherche, en s'attachant aux questions de pratiques et de gestion en matière de recherche, au dispositif permettant de récompenser les scientifiques, aux principes de l'intégrité scientifique, et à la culture. Au cours de la phase suivante, un comité d'experts élargi mettra au point des supports pédagogiques internationaux destinés à chaque scientifique, éducateur et gérant d'établissement, dans lesquels seront exposés les principes de la responsabilité scientifique, y compris le Code de

déontologie, d'intégrité et de responsabilité permettant d'éviter toute utilisation malveillante de la science. Le projet traduit la reconnaissance, par les académies des sciences, de la possibilité et de la nécessité qu'elles jouent un rôle de premier plan dans la promotion de l'intégrité scientifique; il devrait contribuer à renforcer le dialogue et la mise au point de programmes et supports éducatifs au plan international.

45. Si les progrès rapides marqués dans les sciences du vivant et les disciplines connexes sont porteurs de grandes promesses pour la santé, l'économie et l'environnement, on reconnaît de plus en plus que certains de ces progrès sont également porteurs de risques potentiels. Les scientifiques et les organisations scientifiques ont cherché à parer à de tels risques, notamment via le Groupe de travail sur la sécurité biologique mis en place par le Groupe interacadémies. En coopération avec d'autres organisations scientifiques, ce Groupe de travail mène des projets sur deux fronts, s'efforçant d'une part d'éduquer la communauté scientifique sur sa responsabilité en matière d'atténuation des risques associés à une éventuelle utilisation malveillante des progrès dans les sciences du vivant, et d'autre part d'améliorer la capacité des organisations scientifiques internationales à conseiller sur les incidences des progrès des sciences du vivant.

46. M<sup>me</sup> Nath fait observer que la Conférence a joué un rôle important en permettant à la communauté scientifique de se mobiliser, en particulier via le processus intersessions; elle s'est concentrée sur des questions qui touchent directement la conduite des activités scientifiques, notamment les réunions tenues sur les codes de conduite en 2005 et sur l'éducation et la surveillance en 2008. La science et les technologies ont été elles aussi une composante importante lors des réunions d'experts sur le renforcement des capacités en matière de surveillance des maladies, en 2009, et sur la réponse à apporter à l'emploi présumé d'agents biologiques, en 2010. L'oratrice est convaincue qu'elle s'est faite porte-parole de nombre de ses collègues scientifiques lorsqu'elle a dit espérer que la Conférence continue d'associer les scientifiques quand les États parties examineront leur programme de travail pour les cinq années à venir. Pour la plupart des scientifiques, les vastes préoccupations quant à la responsabilité sociale de la science et à la déontologie du monde scientifique constituent le meilleur point de départ pour la mobilisation sur les questions spécifiques qui relèvent de la Convention. Davantage peut donc être fait pour parer à l'utilisation malveillante délibérée de la science dans l'intention de causer des préjudices. La Conférence d'examen offre aux États parties une occasion importante de renforcer et soutenir le rôle essentiel que peuvent jouer l'éducation et la sensibilisation pour que la communauté scientifique s'acquitte de ses responsabilités au titre de la Convention, et de continuer de jeter des ponts entre la Conférence et la communauté scientifique en vue de garantir que la science est utilisée exclusivement pour soutenir le progrès humain.

47. **Le Président** présente la seconde oratrice invitée par la Conférence, M<sup>me</sup> Esther Ng, lauréate d'un concours de rédaction ouvert aux jeunes scientifiques, organisé par l'Unité d'appui à l'application et parrainé par le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Les étudiants en sciences de premier et de deuxième cycle ont été invités à soumettre un texte portant sur le comportement responsable dans les sciences du vivant, l'importance de la sûreté et de la sécurité, et le rôle de la coopération internationale dans le domaine des sciences biologiques. Félicitant M<sup>me</sup> Ng d'avoir remporté le concours, le Président l'invite à présenter le texte qui lui a apporté la victoire, intitulé «Sécurité biologique – le rôle des jeunes scientifiques».

48. M<sup>me</sup> Ng dit que le développement exponentiel des technologies biomédicales a certes été porteur de progrès inimaginables dans le domaine médical mais qu'il s'est accompagné de menaces sans précédent pour la sécurité biologique. Préserver un environnement sûr est la responsabilité partagée des scientifiques – y compris des jeunes scientifiques –, des responsables des administrations et des citoyens.



49. La génomique est sans doute l'un des domaines des sciences biomédicales qui évolue le plus rapidement, et nombre de jeunes scientifiques ont suivi des programmes de sciences biomédicales qui développent les compétences en génomique, protéomique et métabolomique, permettant d'explorer plusieurs voies pour mettre au point des solutions aux problèmes de sécurité biologique. L'une de ces voies est la recherche sur les méthodes de détection et de caractérisation des agents pathogènes risquant d'être utilisés de façon abusive. Les toutes nouvelles techniques telles que l'analyse du génome entier et la mutagenèse avec transposons porteurs d'un marqueur-signature ont été riches d'informations très utiles concernant, par exemple, la caractérisation des facteurs de virulence dans le *Bacillus anthracis* et l'identification des gènes de résistance antimicrobienne dans *Burkholderia pseudomallei*, deux agents que les United States Centers for Disease Control and Prevention ont classés dans les catégories A et B correspondant respectivement au risque potentiel le plus élevé et au risque potentiel de deuxième rang dans le contexte du bioterrorisme.

50. De tels travaux peuvent aussi déboucher sur des résultats inespérés pour les nations les moins développées: certains agents potentiellement utilisables pour le bioterrorisme sont peu courants dans les régions tempérées, et sont pourtant à l'origine de contaminations sous des climats tropicaux. L'infection par *Burkholderia*, par exemple, est présente à l'état endémique en Asie du Sud-Est, où elle entraîne une morbidité et une mortalité considérables chez les personnes prédisposées à la maladie. La recherche sur des antimicrobiens efficaces aura nécessairement des retombées pour ces régions, sans compter qu'elle atténuera les effets d'une dissémination volontaire dans les régions où cette infection est peu courante.

51. Parce qu'ils sont au début de leur carrière, les jeunes scientifiques ont toute liberté pour rechercher des solutions novatrices et créatives. La mise au point de bibliothèques complètes sur la virulence des bactériophages, par exemple, permet de réagir rapidement face à des agents infectieux présentant un risque élevé d'utilisation malveillante, et de mettre rapidement au point les antibiotiques correspondants.

52. La coopération internationale revêt une importance particulière dans l'action menée pour renforcer la sécurité biologique à l'échelle planétaire. Les progrès de la technologie computationnelle doivent être mis au service du partage rapide et sûr de grandes quantités de données dans l'intérêt de la sécurité biologique, y compris de données sur certains agents présentant un risque élevé d'utilisation malveillante. Si des règlements ont bien été élaborés pour la surveillance des travaux effectués en laboratoire sur ces agents, ils ne s'appliquent pas aux séquences d'ADN, qui peuvent être obtenues relativement aisément par de simples néophytes. Plusieurs entreprises actives dans le secteur de la biologie de synthèse ont certes commencé à analyser les demandes de séquençage par rapport aux bases de données d'agents pathogènes virulents, mais ces bases sont incomplètes et ne comportent pas suffisamment d'annotations; elles gagneraient donc à ce que biologistes, bio-informaticiens et informaticiens de tous pays collaborent.

53. La modélisation mathématique est un autre domaine qui tirerait avantage d'une collaboration internationale et pluridisciplinaire. Les difficultés rencontrées pour élaborer des plans d'urgence réalistes pour faire face à des attaques biologiques pourraient être en partie levées grâce à la construction de modèles détaillés, par exemple en recourant aux équations différentielles pour modéliser les stratégies de confinement et de contrôle en cas de libération de variole. En tant que scientifique, il est important de rester conscient du problème du double usage et de trouver les moyens d'améliorer la sécurité tout en évitant le plus possible de freiner la recherche. Il est important également d'être vigilant quant aux activités irrégulières susceptibles de dénoter une possible utilisation malveillante d'agents biologiques, rôle que les jeunes chercheurs, qui ont passé une grande part de leur temps en laboratoire, sont bien placés pour assumer.

*Le débat faisant l'objet du compte rendu analytique prend fin à 11 h 10.*